



L'expérience de la Tunisie dans la lutte contre l'extrémisme

El Mokhtar bin Nasr

Général de brigade à la retraite, ancien Chef de la
Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme

Depuis le déclenchement de sa révolution en 2011, la Tunisie fait face à des menaces terroristes successives, d'une nature et d'une quantité sans précédent. Le pays a désormais, été soumis à de nombreuses attaques sanglantes. Malgré les efforts acharnés, déployés par l'État, au cours des neuf dernières années, pour contourner ces attaques. En effet, en dépit du contrôle des autorités officielles sur la situation sécuritaire dans le pays et leur capacité à assiéger les attaques terroristes et à réduire la zone de leur propagation, les menaces n'ont pas pris fin, les cellules dormantes et d'alerte à l'idéologie extrémiste constituent toujours des zones de polarisation active pour quelque trois mille jeunes tunisiens qui mènent des batailles dans diverses zones de conflit, et la probabilité que certains d'entre eux rentrent au pays avec leurs idéologie déviante et leur approche extrémiste, est très élevée.

La lutte contre l'extrémisme

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement tunisien a pris un certain nombre de mesures aux niveaux, législatif et organisationnel, pour faire face à la menace terroriste qui pèse sur la Tunisie. Ces mesures ont été représentées dans la promulgation, en 2015, de la loi sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment d'argent; la mise en place, en 2016, d'une Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme, maîtrisant sa structure et définissant ses tâches, élaborant un plan stratégique de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, et établissant des pôles sécuritaire et judiciaire pour combattre le terrorisme.

Les caractéristiques de la tentative tunisienne de lutte contre l'extrémisme ayant, de cette manière, été clairement évidentes, nous passerons en revue les plus importantes d'entre elles comme suit:

La question juridique

En 2015, la loi n ° 26, relative à la lutte contre le terrorisme et à la prévention du blanchiment d'argent, a été publiée. Elle prévoyait la création de la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme, en tant qu'outil juridique qui soutient les

efforts nationaux et internationaux de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Le 7 novembre 2016, le Conseil National Tunisien de Sécurité a approuvé le Plan stratégique national de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, qui définit, avec les solutions globales qu'il contenait, une vision claire et commune pour tous les participants à la lutte contre l'extrémisme violent, basée sur quatre fondements principaux: Prévention, protection, suivi, et réponse.

Il s'agit d'une stratégie sophistiquée et multiforme qui ne se limite pas à combattre le phénomène de l'extrémisme et du terrorisme dans les domaines sécuritaire et militaire, mais qui prête attention à tous les autres aspects, tels que les aspects politiques, sociaux, culturels et religieux, tout en soulignant que cette confrontation est un travail acharné pour construire une culture de dialogue, de paix, de justice, d'équité et de tolérance, d'acceptation et de respect de l'autre. Elle stipulait la nécessité de l'interdiction légale de l'incitation à commettre des actes terroristes subversifs de quelque nature, méthode ou outil que ce soit pour leur mise en œuvre, le renforcement des programmes d'enseignement et du dialogue pour résister à l'idéologie extrémiste, en plus de combattre l'extrémisme dans les prisons, et de travailler à la réhabilitation des détenus et à leur intégration dans la société, une fois leur peine expirée.

Une politique de prévention

Le Comité National Contre le Terrorisme a cherché à former des équipes de travail de tous les Ministères concernés par la prévention de l'extrémisme, afin de coopérer à l'élaboration de plans d'action, élaborés, permettant de mettre en œuvre la stratégie antiterroriste, chacun dans son domaine d'expertise et de spécialisation.

Un guide de travail a été élaboré pour adopter une approche unique, et le travail de la Commission Nationale s'est, à ce stade, limité à la coordination entre les Ministères, les autorités régionales, les organisations internationales et les pays de soutien, afin d'assurer la cohérence des performances, d'être informé de l'ensemble des projets de prévention de l'extrémisme violent, suivre leur mise en œuvre, les étapes de leur progression, l'étendue de leur réalisation, et de mesurer leur réalisation des objectifs souhaités; et ce en suivant des programmes culturels soucieux du respect des Droits de l'homme et de la participation active de la société civile, des autorités régionales et du secteur privé.

Cette coordination et cette coopération ont suscité l'intérêt des groupes de jeunes et les ont encouragés à participer. De nombreuses associations ont de leur côté, rejoint

des projets de prévention de l'extrémisme, financés par l'État, ainsi que certaines organisations internationales, comme le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Fonds Mondial pour la résilience des communautés.

La cohésion nationale

La détérioration des relations entre l'État et la société est l'une des raisons les plus importantes de l'escalade et de la croissance du phénomène de l'extrémisme en Tunisie, en raison des politiques qui ont négligé l'éducation et la sphère religieuse, et ont pris soin des villes aux dépens de la campagne et des villages.

Ainsi, un sentiment de ressentiment et de rage a commencé à se manifester dans certains groupes de la société, le sentiment d'appartenance à l'État s'est affaibli et le lien national s'est desserré. Les jeunes sont devenus les favoris des groupes terroristes qui surveillent la vulnérabilité sociale et les frustrations psychologiques des citoyens et les emploient pour attirer et recruter les jeunes, les rallier à leurs rangs et les convaincre de leurs approches idéologiques et de leurs opérations terroristes.

La Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme a initié des réunions mensuelles au siège des gouvernorats, en présence de tous ses membres représentant les Ministères et les autorités régionales, et organisé des réunions avec les associations régionales de la société civile, pour expliquer les objectifs du plan stratégique national, les fonctions du comité et les responsabilités des parties participant aux programmes locaux de prévention de l'extrémisme violent.

Ces efforts ont abouti à une prise de conscience sociétale de la nécessité du travail bénévole, de la cohésion sociale et de la prise en charge des jeunes et des groupes vulnérables faciles à attirer, tels que les écoliers, les étudiants, les collèges et universités, les jeunes sans emploi, les femmes en milieu rural et villageois, et les enfants sans soutien ni aide. Les Ministères de l'Éducation et des Affaires Sociales, ainsi que le Ministère de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées ont organisé des cours de formation en fonction de la spécialisation et du groupe cible pour former un réseau d'activistes de terrain, influents et capables de mettre en œuvre ce plan stratégique et d'atteindre ses objectifs.

La résilience sociale

Le Comité National Contre le Terrorisme a fait de gros efforts pour mettre en œuvre, de manière efficace et effective, en suivant de multiples programmes, la politique de

prévention de l'extrémisme; et ce, avec la participation de la société civile, du secteur privé, des groupes de jeunes et de femmes. Cela a contribué à l'émergence d'initiatives au niveau associatif, au développement de partenariats entre les secteurs public et privé et à la restauration de la confiance des jeunes dans l'État et les responsables politiques, en plus d'accorder une attention particulière à l'éducation civique et aux activités éducatives, dans le but de renforcer le sentiment d'appartenance à la société et à l'État, consolider et fortifier le lien national, confirmer l'impact de la famille dans la prise en charge des enfants, et œuvrer à la sensibilisation, pour découvrir les indicateurs d'extrémisme chez les jeunes à un moment précoce.

Les associations de la société civile en Tunisie ont créé un réseau de "militants civils contre l'extrémisme violent", qui comprenait près de cinquante sociétés scientifiques concernées par la lutte contre les phénomènes de l'extrémisme et du terrorisme. Le réseau vise à impliquer les groupes et les acteurs influents de la société civile, tels que les médias, les Centres des jeunes, les scouts tunisiens et les experts dans divers domaines, afin de comprendre correctement et précisément le phénomène de l'extrémisme violent, et de se familiariser avec ses contextes politique, social, psychologique et culturel; puis définir les activités et les groupes ciblés pour la prévention, et établir un réseau efficace pour la résilience communautaire.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, à travers son initiative de mettre en œuvre un programme de recherche qui a mené un certain nombre de recherches dans les universités, a eu un grand impact en découvrant les causes de l'extrémisme dans la société tunisienne, en approfondissant la compréhension du phénomène et en explorant les moyens de traitement. Ce travail important qui a été réalisé par le Ministère avec intérêt et professionnalisme, a donné de bons résultats. Le programme est toujours en cours et s'étendra aux années à venir, si Allah le veut.

Le discours religieux

La faiblesse du système éducatif, la préoccupation des parents dans les familles d'élever et de s'occuper des enfants, et les troubles sociaux produits par les conditions de la révolution sont des facteurs qui ont contribué à la diffusion du discours extrémiste dans certaines écoles coraniques non formelles, et dans certaines mosquées à travers le pays. Depuis les premiers jours de la révolution, les extrémistes ont répandu leur idéologie, appelant à l'expiation de la société.

L'une des tâches du Ministère des Affaires Religieuses en Tunisie est de protéger la

société de l'extrémisme et de préserver l'approche religieuse caractérisée par la modération et le juste milieu. Il fallait préparer les imams et prédicateurs à pouvoir diffuser les valeurs de tolérance, s'attaquer à la rigidité et à la fermeture d'esprit, à l'extrémisme et à l'exclusion, combattre l'appel à la violence... avec un discours religieux alternatif équilibré et modéré. À cette fin, le gouvernement a mis en place une plate-forme pour le discours alternatif dont l'une des tâches principales est de diffuser à une large échelle nationale, le discours de tolérance et de respect de la différence, en utilisant divers médias et moyens, parmi lesquels de multiples moyens de communication modernes.

Le travail médiatique

Les sites de réseautage social et les réseaux de communication modernes sont devenus un domaine dynamique et actif d'interaction culturelle, intellectuelle, religieuse, sociale et politique et d'autres domaines qui sont accessibles à tous les segments de la société; leur permettant un accès rapide à l'information et une communication facilitée avec les individus et les groupes... Ce qui a incité les groupes extrémistes à investir cette technologie pour attirer de nouveaux adeptes dans leurs organisations. Ainsi, ils ont développé leur maîtrise de ce domaine à une vitesse fulgurante, obligeant le Ministère des Technologies de la Communication et de l'Économie Numérique à trouver des moyens de faire face à ce danger au niveau de l'Etat et de la société, par le biais de la surveillance et de la prévention juridique des sites Web qui soutiennent la violence et appellent à une culture de la mort et du meurtre, à produire des applications éducatives et de sensibilisation, et à les diffuser dans divers médias; au profit de la société en général et de la famille, des jardins d'enfants, des écoles et des instituts, en particulier.

En conclusion

Ce que la Tunisie a réalisé sur le terrain au cours des dernières années, en matière de lutte contre le terrorisme; grâce au développement des services de renseignement, aux opérations proactives des forces militaires et de sécurité, à la vigilance citoyenne et à la résilience de la société, ne la dispense pas d'intensifier davantage, le travail intellectuel, afin de faire face à l'extrémisme, prendre les mesures nécessaires pour changer le sentiment d'injustice et de manque de justice sociale chez les jeunes, travailler sur le développement de zones négligées, créer des opportunités d'emploi et donner l'espoir aux jeunes, d'un avenir meilleur; en plus d'approfondir la compréhension du phénomène de l'extrémisme par la connaissance et la recherche scientifique, afin de trouver des solutions nationales significatives qui

tiennent compte des spécificités de la société tunisienne, éduquent les parents d'élèves sur la nécessité de surveiller consciemment leurs enfants, encouragent l'interaction familiale, et renforcent l'impact de la famille sur la société, en impliquant les associations de femmes et de jeunes dans la compréhension du phénomène de l'extrémisme et des moyens de le combattre.

La Tunisie ne peut aujourd'hui, faire réussir l'expérience démocratique naissante, tant que les conditions de production de l'extrémisme sont bien en place, ce qui oblige les acteurs de la lutte contre l'extrémisme à ne pas manquer une solution politique, à parvenir à la justice, à la bonne gouvernance, à lutter contre la corruption, à réformer le système éducatif, à instaurer les Droits de l'homme et à créer l'espoir parmi les jeunes, en les incluant dans la décision et saluant leurs contributions à l'avancement de la nation et de la société.